Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 23 novembre 2016 de M. Grégoire Carasso: «Quid des pollutions au BAC?»

TEXTE DE LA QUESTION

Considérant:

- le mandat confié par la Ville en 2006 à la société Ecoservices pour faire une étude sur les substances polluantes au Bâtiment d'art contemporain (BAC);
 - le vote de la proposition PR-790 par le Conseil municipal en janvier 2011 pour étudier la dépollution et la rénovation du BAC;
 - la présence au BAC, selon la proposition PR-790, de pollutions à l'amiante, aux hydrocarbures et aux métaux lourds dans des concentrations à déterminer;
 - les risques, en termes de santé publique, pour les personnes qui visitent le BAC et y travaillent;
 - les principes de transparence et d'accès aux documents,
- je souhaiterais savoir:
- si les études mentionnées ci-dessus, soit celles d'Ecoservices et de la proposition PR-790, ont été réalisées et, dans le cas inverse, en connaître les raisons ainsi que le calendrier futur;
 - le cas échéant si leurs résultats sont publics;
 - dans l'hypothèse où ils ne le seraient pas, les raisons pour lesquelles l'accès à ces contenus serait interdit.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Ainsi que l'indique l'exposé des motifs de la proposition PR-790 du 12 mai 2010 votée par le Conseil municipal en janvier 2011, Ecoservices SA a été mandatée en 2006 par la Direction du patrimoine bâti (DPBA) pour analyser la pollution du bâtiment. Les analyses ont révélé une pollution forte aux hydrocarbures, aux HAP qui sont libérés plus ou moins intensément en fonction des variations de températures et aux métaux lourds dans les différents revêtements de sols (rez, 1^{er}, 2^e et 3^e étages). Enfin, de l'amiante a été détectée dans les colles utilisées sous les pavés de bois au rez et dans le bâtiment C abritant le Centre d'art contemporain et le commun, et dans des plaques Eternit à un étage. L'amiante décelée est non friable et ne pose pas de problème pour la santé, tant qu'il n'y a pas d'intervention dessus. Ecoservices SA précise au niveau de la qualité de l'air que l'ensemble des

résultats est bien en dessous des valeurs d'exposition à la place de travail, même dans le cas des tests avec chauffage des plots en bois. Ecoservices SA conclut à la contamination du site mais sans danger pour les occupants à moyen terme.

Les directions des institutions qui se trouvent dans le BAC, soit le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO), le Centre d'art contemporain, le Centre de la photographie et le Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC) ont été dûment informées de la situation et des mesures à respecter d'ici à la réalisation des travaux de dépollution – dans le cadre de la rénovation du BAC – lors d'une séance organisée à leur intention le 6 février 2007 en présence d'Ecoservices SA et du Service cantonal de toxicologie de l'environnement bâti (STEB). Le procès-verbal de cette séance a été envoyé le 15 février 2007 également aux présidences des trois institutions avec une synthèse du rapport final émise par Ecoservices SA. Ces documents ont été remis au secrétariat du Conseil municipal en février 2008 et ont été distribués par ce dernier aux membres de la commission des arts et de la culture (CARTS) dans le cadre des travaux liés à la motion M-724.

Depuis le vote du crédit d'étude, soit la proposition PR-790, la situation n'a pas évolué en ce sens que la mise en œuvre de ce crédit a été stoppée lors de la législature qui a débuté en juin 2011. La raison de cet arrêt réside dans la révision du projet culturel lié au réaménagement du BAC. En effet, la proposition expliquait la nécessité d'intervenir sur les aspects liés à la mise à niveau du bâtiment, soit la dépollution du site, l'amélioration thermique de l'enveloppe du bâtiment, la mise en conformité des installations techniques (sécurité, électricité, chauffage, ventilation, contrôle du climat, sanitaires), tout comme la nécessité de réaménager les locaux en fonction du programme à établir par les institutions qui s'y trouvent. Or, à ce jour, les institutions n'ont pas réussi à s'accorder sur un programme commun en raison du manque de surfaces nécessaires à leurs activités. Dès lors, le département de la culture et du sport (DCS) a cherché à déplacer le FMAC afin de libérer des surfaces au profit notamment du MAMCO dont les besoins ont été reconnus dans la déclaration conjointe entre le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève et le Conseil administratif concernant la mise en œuvre de la loi cantonale sur la culture signée le 30 octobre 2013. Par ailleurs, le projet de rénovation du BAC doit nécessairement inclure une réelle amélioration de l'accueil du public demandée par toutes les institutions (accès, circulations, espaces communs, café, salles et auditoriums, etc.) pour se rapprocher de ce qui est attendu aujourd'hui d'un bâtiment culturel. Plusieurs projets ont été considérés pour déplacer le FMAC dont le «bâtiment J» de l'ex-SIP situé en face du MAMCO et appartenant à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), ou encore le pavillon Sicli appartenant au Canton. Finalement, c'est une surface sise au rez-de-chaussée de l'immeuble construit par la CODHA à l'écoquartier de la Jonction (Carré-Vert) qui a été retenue en mai 2016 par le Conseil administra-

tif. Une ligne correspondante a été inscrite au 12^e plan financier d'investissement (PFI). Les services compétents sont en cours de finalisation du projet qui sera proposé au vote du Conseil municipal d'ici à quelques semaines. C'est ensuite que le projet de rénovation du BAC pourra débiter et les aspects liés à la dépollution être étudiés.

Dans l'intervalle, trois campagnes d'analyses ont été réalisées depuis 2006 afin de s'assurer que la situation ne se soit pas péjorée, soit:

- en mars 2014, la société Interventions bâtiments services Sàrl rendait son rapport de la mesure HAP dans les locaux du FMAC à la DPBA avec la conclusion suivante: «La valeur mesurée est inférieure à la valeur limite d'immission.»;
- en novembre 2015, la société Tox pro SA rendait son rapport à la Direction des ressources humaines (DRH) sur les mesures du taux de fibres d'amiante respirable dans l'air ambiant dans les locaux du FMAC; le rapport d'analyse conclut qu'il n'y a pas de fibre d'amiante détectée dans ces locaux;
- en décembre 2015, la société Interventions bâtiments services Sàrl rendait son rapport sur l'amiante dans le faux plafond de l'atelier avec la conclusion qu'il n'y a pas d'amiante détectée.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani